

EN

DIRECT...

... de la conférence des ministres de l'éducation des pays d'expression française

La conférence des ministres de l'éducation des pays d'expression française, s'est déroulée à Paris les 15 et 16 mai 1975.

Elle a rassemblé des représentants de la Belgique, du Burundi, du Cameroun, du Canada, — Québec, Nouveau-Brunswick, Ontario, Manitoba ainsi que des conseillers de l'administration fédérale — du Congo, de la Côte d'Ivoire, du Dahomey, du Gabon, de Haïti, de Haute-Volta, du Mali, de l'Ile Maurice, du Niger, de la République Centrafricaine, du Rwanda, du Sénégal, du Tchad, du Togo, de la France.

Parmi les organismes invités, on comptait :

la conférence des Ministres de la Jeunesse et des sports, l'Agence de coopération Culturelle et Technique, le Codiam, la Société Africaine de Culture, l'Association Internationale des Parlementaires de langue française.

Trois commissions préparatoires aux travaux de la conférence se sont réunies les 12, 13, 14 mai.

La commission n° 1 a traité de l'informatique au service de la statistique, scolaire, universitaire, et culturelle.

La commission n° 2 a étudié les problèmes de l'enseignement technique, et de la formation professionnelle : La commission n° 3 a examiné les statuts du Secrétariat Technique permanent de la conférence.

M. Lecanuet, garde des sceaux, a ouvert cette 28e session qui a été placée sous la présidence de M. Bernard Bidas A. Ngon assisté de M. Yaya Malou, ministre de l'Education Nationale du Togo, 1er vice-président, et du général Djogo, chef de la délégation du Tchad, 2e vice-président. Elle a été clôturée par une allocution de M. Abelin, ministre de la Coopération en présence de M. Haby, ministre français de l'Education nationale. M. Abelin a, entre autres, fait état des travaux du groupe de réflexion des missions de dialogue destinées à rénover la politique française de coopération. Il a en particulier déclaré : « Ce qui résulte de cette consultation c'est tout d'abord une volonté commune de substituer aux notions d'aide celles de réciprocité d'intérêts, entre les Etats qui exercent pleinement leur souveraineté et qui veulent le faire sous tous les aspects de la vie publique. Quels que soient les domaines dans lesquels sont élaborés des projets de coopéra-

tion, il paraît indispensable que la concertation qui est à la base de notre action soit poursuivie et qu'une programmation soit clairement établie et si possible appliquée, cette programmation n'étant naturellement pas celle du pays qui s'insère dans un développement économique et social, mais plutôt celle du pays qui poursuit ce développement... L'adaptation des systèmes d'enseignement aux caractères propres de chacun des pays concernés, le développement des techniques agricoles que j'ai citées, l'africanisation des cadres, les échanges inter-universitaires, l'orientation de la recherche dans les applications utiles au plus grand nombre tout cela est possible si on sait faire, si on a la volonté de réussir, au terme d'un effort commun et cohérent qui nécessite de la part des pays les plus industrialisés, une certaine discipline, une certaine volonté d'accord, de dialogue, de manière à éviter ces incompréhensions si dommageables que nous voyons parfois se profiler à l'horizon ».

Il termine en affirmant sa foi dans le désir commun de recherche dans la Coopération un moyen de mieux affirmer la personnalité des pays et aussi de construire une communauté d'hommes libres plus large et plus prospère.

M. Bernard Bidas A. Ngon a pour sa part déclaré que le moment était venu pour « la conférence de s'interroger sur elle-même ». En effet, devant la gravité et l'urgence des problèmes que se posent aux pays africains dans le domaine de l'éducation, la fonction de contact et d'information assurée par la conférence semble désormais, insuffisante. Celle-ci doit repenser ses structures afin d'opérer une « mutation radicale », et d'être à même de « rechercher les procédures propres à permettre aux Etats, une coopération éducative tenant compte de la situation et des exigences de chacun d'eux, ainsi que des problèmes à résoudre dans le domaine de l'Enseignement ».

M. Bidas A. Ngon a estimé qu'une réflexion sur les finalités de l'éducation doit tenir compte de la diversité des sociétés respectives, certaines étant essentiellement industrielles et d'autre essentiellement rurales. Il a terminé en insistant sur le fait que les coûts de l'Education doivent être

une des préoccupations majeures des Etats Africains car, pour la plupart, d'entre eux, les charges en ce domaine, sont écrasantes; il faut être très réservé sur des innovations pédagogiques riches et d'ici la prochaine session « aboutir à une mise au point d'un style de relations basées sur les méthodes pauvres de l'Education de telle sorte que les coûts de formation demeurent dans des proportions raisonnables eu égard aux moyens nationaux disponibles ».

Par ailleurs, les rapports soumis par des commissions sur « l'information au service de la statistique scolaire et universitaire » et « sur l'enseignement technique et la formation professionnelle » ont été adoptés. Quant aux recommandations de la troisième commission, sur le statut et les projets mis sur pied à Lomé, elles prévoient de continuer, avec la même composition, à réfléchir sur les structures et les finalités de la Conférence. Les actes officiels de la Conférence comprenant le texte des résolutions adoptées seront publiés par le Secrétariat technique permanent de la Conférence.

D.S.

bibliothèque qui brûle », les étudiants de littérature comparée ont-ils entrepris de recueillir sans tarder les récits d'un chasseur de la région de Kolokani, Amari Diarra. Ce conteur a fait à leur intention, lors de trois veillées successives réunissant une nombreuse et dynamique assistance, une éblouissante démonstration de ses talents multiples de brillant diseur, de mime, de musicien et de danseur. L'enregistrement au magnétophone portable effectué pendant ces trois soirées a permis de « mettre en boîte » près de 12 h de « récits » qui font d'ores et déjà l'objet d'une transcription du bambara au français et d'une analyse détaillée du contenu.

Avec l'appui conjoint des autorités maliennes et de l'UNESCO, l'expérience sera poursuivie dans les mois qui viennent et permettra ainsi à un groupe d'étudiants maliens de mettre à jour et de faire connaître un aspect important de leur propre culture.

Jacques CHEVRIER

Extrait de *Jeune Afrique*, N° 633,
Février 1973

● les examens et concours dans l'enseignement primaire;

● les programmes : quelles nouvelles orientations peut-on leur donner?

Deuxième étape :

● les outils de l'expérimentation;

● les techniques nouvelles (leur introduction dans l'enseignement)

● la nécessaire jonction entre les cycles d'alphabétisation (CPCE) et de formation (CM).

L'étude des outils d'expérimentation a porté sur 71 textes en français, 15 thèmes d'études et le fichier autocorrectif de calcul, un recueil de 63 poésies.

Les travaux relatifs aux techniques ont porté sur l'étude du milieu, base de toutes les disciplines enseignées à l'école primaire, le travail par groupes, l'enseignement individualisé de la lecture, le fichier autocorrectif, le texte libre, la correspondance interscolaire, la coopérative scolaire.

Enfin le groupe travaillant sur les moyens à employer pour « amener l'enfant du cycle d'alphabétisation au cycle de formation sans rupture » a formulé un certain nombre de suggestions à court et à long terme sur le plan administratif, pédagogique et matériel.

Ces journées d'études ont conduit l'ensemble des participants à formuler des recommandations et des motions précises allant toutes dans le sens de la systématisation de l'enseignement global dans un bref délai.

... du mali

A l'heure où, un peu partout en Afrique, on se préoccupe enfin de moissonner sur le terrain les trésors de la tradition orale, l'expérience engagée au centre pédagogique supérieur de Bamako dans le cadre du département de littérature comparée correspond à un double souci : d'une part, lier la recherche en sciences humaines aux réalités concrètes de l'environnement, d'autre part, engager en première ligne des Africains dans la collation et l'étude de cette prodigieuse multiplication de mythes, de contes et de récits qui constituent le fonds toujours bien vivant d'une civilisation trop souvent négligée ou méprisée par les intéressés eux-mêmes.

Ainsi, en vertu de l'adage désormais fameux d'Amadou Hampaté Bâ, « un vieillard qui meurt, c'est une

... de haute-volta

Le centre de documentation et de perfectionnement pédagogique de Ouagadougou a organisé du 3 au 7 février 1975 des journées d'étude sur les « objectifs de l'enseignement au cycle de formation de l'école primaire (cours moyen). » Ces journées réunissaient des conseillers pédagogiques et des maîtres-expérimentateurs engagés dans la voie de la recherche appliquée en rapport avec les efforts orientés vers la réforme de l'éducation.

Les travaux se sont déroulés en deux étapes avec constitution de trois groupes de travail :

Première étape :

● Le profil de l'élève du CM compte tenu des réalités du pays (réalités sociales, économiques, politique);